

# Rapport critique sur la crise en Roumanie

**Petre Damo**

## Introduction : crise sur crise

Il ne serait pas loin de la vérité de dire qu'en Roumanie la crise actuelle interagit avec une multicrise qui était déjà présente. « Ce qui arrive aujourd'hui aux Roumains dans la société roumaine et dans l'État roumain – un pourcentage élevé de pauvreté, l'augmentation des écarts entre les pauvres et les riches, une corruption généralisée, un retard économique et une humiliation politique, un faible statut international – a son origine dans la façon dont le régime communiste a été supprimé et dans la manière dont l'État roumain a été reconfiguré au début de la transition politique et économique de 1990 à 1991. » (Alex Mihai Stoenescu, *From the Backstage of the Battle for Power 1989-1990. The First Petre Roman Government*, RAO International Publishing Company, Bucharest, 2006.)

En termes de politique, la crise actuelle a été utilisée comme prétexte par toute la classe politique pour justifier la situation socio-économique difficile et faire oublier qu'avant l'arrivée de la crise, la vie était difficile pour d'autres raisons. À l'heure actuelle, la plupart des gens ont peu à peu perdu confiance en la classe politique qui est considérée comme corrompue, illégitime, et comme constituant une des principales causes de leurs problèmes.

Une particularité de la politique roumaine consiste dans le fait que le populisme, ainsi que le nationalisme et le chauvinisme extrêmes, sont employés non seulement par les partis néolibéraux et l'extrême droite mais aussi par

la gauche – en particulier par la gauche radicale – comme moyen de se promouvoir. Malheureusement, une telle prise de position politique ne reflète pas seulement une idéologie orthodoxe figée et une incapacité de concevoir de nouvelles solutions politiques concrètes ; elle peut aussi créer des dommages à la gauche.

Cette esquisse grossière de la scène politique roumaine a été pleinement confirmée par les élections parlementaires européennes de juin, alors que seulement 27,67 % des électeurs ont voté, ce qui était bien en deçà des 43 % de la participation moyenne européenne. Cela ne représente que 5 millions de personnes sur les 22 millions d'habitants. Le pourcentage était encore plus faible dans les zones urbaines, en particulier dans la capitale où, incroyablement, seulement 15 % des électeurs sont allés aux urnes. Selon la déclaration du 9 mai du président du Sénat, il apparaît que 20 % des électeurs ont pratiqué ce qu'on appelle le « tourisme électoral », c'est-à-dire qu'ils ont voté dans des lieux autres que leur propre résidence, ce qui est l'une des principales causes de fraude électorale.

Tout cela fait que les vainqueurs des élections parlementaires européennes, qui revendiquent 30 % des 5 millions de votants, paraissent plutôt illégitimes face aux autres 20,5 millions de Roumains qui n'ont pas participé au scrutin mais qui n'en sont pas moins des citoyens roumains et des contribuables. Cette situation semble avoir ouvert la porte à une montée du populisme et de l'extrémisme. Exemple cité par les analystes et rapporté dans les médias le Parti de la grande Roumanie (PRM) a réussi à gagner 8,4 % des voix, avec au moins deux élus. Autre exemple : la fille quasi-analphabète du Président a réussi à obtenir 4,2 % des voix, en partie grâce à des manœuvres malhonnêtes et au soutien du Parti démocratique libéral (LDP) bien connu comme étant le parti présidentiel.

En termes de vie sociale et de justice sociale, l'émergence d'une classe moyenne, longtemps saluée comme le signe d'une répartition plus équitable des richesses, n'a pas résolu les écarts entre les pauvres et les riches car elle s'est révélée être un canular politique : les nouveaux riches ont rejoint le club de ceux qui étaient déjà riches ; ces derniers sont devenus encore plus riches ; les personnes à revenu moyen dans le meilleur des cas le sont restés ou se sont appauvries ; quant aux pauvres, ils se sont encore plus appauvris.

En termes d'économie, en dépit des vantardises officielles à propos d'une croissance économique sans précédent en 2008, la réalité a refait surface lorsque la crise a frappé une économie faible et que les entreprises ont commencé à fermer les unes après les autres.

En termes de protection de l'environnement, bien que la Roumanie a adopté une législation bien conçue, compatible avec l'Europe, son application pratique est loin de correspondre aux normes européennes, et le fait que les partis écologistes aient un appui populaire si faible qu'ils n'ont pas pu entrer au

Parlement pendant de nombreuses mandatures indique à l'évidence une certaine mentalité rétrograde.

En matière de culture, des arts et d'éducation, la décadence continue des normes morales, le remplacement des anciens systèmes de valeurs par des non-valeurs, ou, pire, par des anti-valeurs, en particulier dans le cas des jeunes générations, et l'appel croissant exercé par le populisme ne sont que les signes d'une crise morale et culturelle générale de la société.

### Avant la crise

Bien que les premiers signes de la crise qui allait se déclencher aient été manifestes depuis la fin de l'été et le début de l'automne 2008, la classe politique et les autorités ont éludé la question ou tout simplement nié que la crise pourrait éventuellement affecter la Roumanie. Pas même après le *crash* des premières institutions financières étasuniennes, ni même après la forte dévaluation de la monnaie nationale suivie par la mise en garde publique du gouverneur de la Banque nationale, Mugur Isărescu, informant d'une attaque financière contre la monnaie nationale, ils n'ont admis que le raz-de-marée de la crise était sur le point de frapper la Roumanie.

Sans doute l'illustration la plus magistrale en est ce qui s'est passé lors des élections législatives de novembre 2008. Au cours de la campagne électorale, tous les partis politiques (sauf les Libéraux alors au pouvoir), ainsi que le Président et le Premier ministre potentiel, ont promis des augmentations de salaire énormes dans le secteur public, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé publique et de l'administration. De telles augmentations étaient justes et nécessaires. Le problème est qu'elles ont été utilisées comme mensonge électoral même au lendemain de la crise. La même classe politique faisait alors sereinement l'innocente et utilisait la crise comme bouc émissaire pour ignorer ses promesses. Ainsi, même si le Parlement a adopté une loi prévoyant une augmentation de 50 % des salaires des enseignants, le gouvernement a empêché la mise en œuvre de la loi, en invoquant les effets de la crise financière et les contraintes imposées par le FMI. Indépendamment des raisons financières et des explications politiques données, cela met la Roumanie, en tant qu'État membre de l'UE, dans la position délicate de ne pas respecter la Constitution et les principes démocratiques.

La conclusion morale est simple. Selon les termes de Tudor Vladimirescu, un révolutionnaire roumain qui, dans une lettre de 1821, se référait aux boyards qui gouvernaient alors le pays : « l'État, c'est le peuple, et pas une bande de pillards ». Cela revient à dire que si le gouvernement et la classe politique ne savaient pas, comme ils le prétendent, que la crise allait venir, ils n'ont pas droit à gouverner le pays en raison de leur incompétence. D'un autre côté, s'ils le savaient et n'ont fait des promesses d'augmentation des salaires dans

le secteur du service public que pour gagner les élections, ils n'ont pas le droit de diriger le pays pour des raisons morales.

### L'arrivée de la crise

Il semble que la demande d'un prêt du FMI, sous la supervision de la Commission européenne, est perçue par certains pays d'Europe de l'Est comme le pilier de tout plan visant à surmonter la crise. Les prévisions optimistes de la durée de la récession varient de 2 ans à 5 ans.

En Roumanie, le plan de relance officiel pour sortir de la crise se composait essentiellement des cinq éléments suivants : l'accès à un énorme prêt du FMI et de la CE, une réduction drastique des dépenses publiques dans le budget de l'État, l'achèvement de la « Loi unique réglementant les salaires des travailleurs du secteur public », l'application de la taxation forfaitaire, et l'Appel à la solidarité sociale et nationale.

Le 13 Mai 2009, malgré l'adoption et l'application du Plan de relance, la Roumanie a été sanctionnée par la CE, en raison d'un déficit budgétaire excessif de 5,4 % du PIB contre 3 % en 2008.

Paradoxalement, depuis début Janvier 2009, deux groupes ont mené des campagnes publicitaires – les constructeurs automobiles et les banques. Si le premier groupe n'a pas réussi jusqu'à présent, les banques semblent avoir augmenté leurs profits en dépit de l'adoption de mesures d'austérité, y compris du gel des prêts pour la population et les petites entreprises. Ainsi, selon un rapport publié le 2 juin 2009 dans *Romania Libera*, les dix premières banques de Roumanie, à l'exception de la Bankpost, ont terminé les trois premiers mois avec des profits cumulés s'élevant à 244 millions d'euros. La Volksbank et ING ont fait des bénéfices record. Certains analystes expliquent ce paradoxe comme reflétant d'insuffisantes provisions pour mauvais crédits.

Le 22 mai, le gouverneur de la Banque nationale a déclaré avec optimisme qu'il croyait encore que la récession en Roumanie était en forme de V et que le point le plus bas avait déjà été dépassé. D'autres ont été plus prudents, estimant que le pire est encore à venir dans les six prochains mois. À l'heure actuelle, la réalité ne semble pas confirmer les assertions rassurantes.

### Le prêt

Le prêt en bonne et due forme du FMI et de la CE – une somme s'élevant à environ 20 milliards d'euros – doit être livré en plusieurs tranches et doit être remboursé au plus tard au bout de sept ans à des conditions inconnues. En fin de compte, le montant exact de l'emprunt s'est avéré être de 13 milliards d'euros du FMI et de 5 milliards d'euros de la CE.

Les explications officielles pour la demande du prêt, dont beaucoup ont été données par le ministre du Travail le 24 Mars 2009 lors d'une conférence de

presse sur la chaîne de télévision *Antena 3*, peuvent être résumées comme suit : en premier lieu, puisque deux tiers du montant total du prêt devraient aller à la réserve de devises de la Banque nationale, le prêt était nécessaire pour éviter un effondrement du leu, et ainsi éviter une catastrophe financière ; deuxièmement, il était nécessaire de reconquérir les investisseurs étrangers, ce qui, ferait que les agences de notation internationales relèveraient la cote de la Roumanie ; en troisième lieu, il a été indiqué que le prêt était nécessaire pour soutenir le système social tout entier (c'est-à-dire pour payer les pensions, les salaires dans le secteur public, le maintien des domaines tels que l'éducation, la santé, la culture, etc.).

La plupart des critiques de cette décision de demander un prêt ont porté sur deux aspects : 1) Il n'y a aucune preuve que tout État qui a emprunté de l'argent au FMI ait récupéré financièrement ou économiquement ; c'est plutôt le contraire. 2) Le FMI impose notoirement des conditions financières, économiques et même politiques lors de l'octroi d'un prêt. Par conséquent, les analystes sérieux et les médias ont exprimé leur inquiétude et le sentiment d'insécurité causé par le voile du secret qui entoure l'accord entre le gouvernement roumain et le FMI.

En outre, personne n'est en mesure de contrôler la manière dont le prêt sera ensuite géré. Toute cette méfiance provenait du manque de transparence et de démocratie entourant cette demande de prêt. Beaucoup ont ajouté que le plus gros prêt demandé au début des années 1920 par la Roumanie n'a jamais dépassé 400 millions de dollars US. L'économiste Ilie Serbănescu, analyste financier et ancien ministre des Finances, se demandait avec inquiétude si, une fois ce prêt accepté, on ne risquait pas de le voir versé dans des succursales bancaires étrangères installées en Roumanie. En d'autres termes, le prêt pourrait tout simplement être utilisé pour couvrir les pertes des banques étrangères et des sociétés transnationales. Cette hypothèse n'a pas été oubliée lorsque le ministère des finances a émis des euro-obligations en Mai 2009, après que la Roumanie a signé l'accord avec le FMI.

D'un autre côté, beaucoup de critiques émanant d'experts, d'analystes, et d'une partie importante des médias concernent la manière dont la décision politique d'accepter le prêt a été prise.

L'idée de demander un prêt du FMI est venue d'une seule personne au début de janvier 2009, à savoir du Président, qui en avait discuté avec José Manuel Barroso. Ensuite, le Premier ministre a repris l'idée tout comme le gouvernement. Ce n'est qu'à un stade ultérieur que le Parlement a donné son consentement formel à l'ouverture des négociations avec le FMI, mais il n'y a eu aucun débat public sur la question. Ce n'est ni la Banque nationale, ni le Président, ni le gouvernement qui rembourseront le prêt, mais le peuple roumain qui devra travailler dur et faire des sacrifices pour payer pendant de nombreuses années. Il aurait donc été naturel de le consulter. Cela révèle non

seulement un déficit démocratique mais aussi la méconnaissance du principe selon lequel dans une démocratie un seul homme, pas même le Président, ne possède une expertise dans tous les domaines.

En s'interrogeant sur la décision de faire une demande de prêt, on peut s'étonner des contradictions et de l'ambiguïté des discours politiques au plus haut niveau à la fin de 2008 et au début de 2009. Initialement, le Président et le gouvernement ont déclaré que la Roumanie avait suffisamment de réserve financière pour faire face à la crise sans contracter de prêt. Peu après, le discours a changé radicalement et le Président ainsi que le gouvernement ont affirmé que la Roumanie avait un besoin urgent d'un prêt du FMI afin d'éviter un désastre financier.

Tony Lybek, le dirigeant à la tête du FMI en Roumanie et en Bulgarie, a souligné le 20 mai dans une entrevue avec *Gandul* que les conditions de l'accord étaient moins sévères que dans les accords passés. Toutefois il a averti que la Roumanie ne doit pas profiter de ces conditions plus « humaines » pour les utiliser comme excuse pour différer les réformes économiques.

### **La réduction drastique des dépenses publiques**

Le recours à la diminution drastique des dépenses publiques a frappé principalement la population de faibles ou moyens revenus, ce qui a généré des conséquences sociales négatives. Les principales conséquences négatives sont : la réduction des salaires du secteur public, le blocage des retraites, l'annulation des avantages sociaux, l'interdiction du cumul des fonctions, et la surimposition des pensions dites de luxe et des salaires des fonctionnaires.

Conformément aux directives du FMI, la réduction des dépenses sur les salaires doit être de les ramener de 8,4 % du PIB en 2008 à 7,9 % en 2009.

Le blocage des salaires et des pensions au cours de l'année la pire de la crise est l'une des mesures gouvernementales les plus impopulaires. Il affecte d'abord la majorité des bas salaires et non les hauts salaires du secteur public. On note aussi une tendance à passer du financement public pour les retraites au financement privé. Un argument utilisé en faveur de cela est que, dans des pays de l'UE comme la France par exemple, 2 % à 3 % des contributions sont dirigés vers des privés, et que ce pourcentage devrait donc être également un objectif en Roumanie.

L'annulation des avantages sociaux a le plus affecté négativement les catégories de travailleurs déjà défavorisés du secteur public tels que les enseignants et les médecins. Pour ces travailleurs du secteur public touchant un salaire mensuel moyen d'environ 200-300 euros, les bénéfices « marginaux » – tels que les heures supplémentaires, la compensation des conditions de stress et des horaires de nuit, ou le paiement pour des heures de disponibilité – étaient l'oxygène nécessaire à leur survie.

À l'autre extrémité, il existe des cas avérés de hauts fonctionnaires dont le revenu réel était énorme, pas tant en raison de leur salaire mais à cause

d'avantages sociaux qui, dans certains cas, étaient de deux à trois fois plus importants que leur salaire. Cela a conduit à des anomalies telles que, par exemple, le Président et les ministres avaient des salaires inférieurs à ceux de leurs assistants.

L'interdiction du cumul des fonctions a été une mesure très controversée dès le début. D'une part, c'était juste car beaucoup de hauts fonctionnaires abusaient de leur position pour cumuler un, deux, voire plus, de postes. Un cas célèbre est celui d'un pilote commercial à la retraite, qui a dirigé l'Autorité aéronautique civile, et qui s'est ensuite engagé comme principal collaborateur de la même institution publique, recevant ainsi un revenu astronomique de l'État.

D'un autre côté, il y a des acteurs, des médecins ou des enseignants qui reçoivent une pension mensuelle dérisoire de 150-200 euros et qui ont vraiment besoin d'un deuxième emploi pour joindre les deux bouts. Un compromis a finalement été adopté selon lequel les gens sont autorisés à avoir un deuxième emploi, mais si leur revenu dépasse un certain niveau ils sont fortement taxés.

De toute évidence, la seule mesure juste prise par le gouvernement est la forte imposition des pensions et salaires élevés dans le secteur public. Malheureusement, cette mesure ne se prolongera pas au-delà de l'année 2009. Selon cette mesure, les salaires et pensions des fonctionnaires dépassant le revenu du Président doivent être taxés à hauteur de 90 %. Un simple calcul montre que de cette imposition, qui touche un maximum de 1 460 pensions et salaires élevés du secteur public, l'État obtiendra l'impressionnant montant de 50-60 millions d'euros cette année. Selon une étude datant du 24 mars rendue publique par la chaîne de télévision *Antena 3*, des hauts retraités, dont certains anciens juges et pilotes, reçoivent des pensions atteignant 3 500 euros par mois. Ces chiffres nous donnent une idée du montant probable du salaire de ces personnes.

Le ministère du Travail a décliné toute responsabilité pour l'initiative des lois autorisant ces pensions et salaires dans le secteur public, mais paradoxalement il a soutenu que ces retraites et salaires étaient licites. Il a également fait remarquer avec cynisme que « cette situation reflète toute la société représentée au Parlement qui a adopté de telles lois ».

Paradoxalement, la crise a eu un certain nombre d'effets positifs en Roumanie.

Premièrement, elle a révélé l'existence, parmi les salariés ordinaires du secteur public, de catégories privilégiées dites « fonctionnaires de luxe ». Il est important de comprendre que nous ne faisons pas allusion en particulier aux postes de direction mais à des employés de niveau moyen. Ainsi, ces « fonctionnaires de luxe » travaillent dans les agences et les nombreux organismes d'État créés comme conditions préalables à l'adhésion à l'Union européenne, dans divers ministères et départements d'État tels que le ministère de la



Justice, le ministère de l'Intérieur, et autres. Des cas étonnants sont sortis de l'obscurité, des secrétaires d'agences d'État encaissant des salaires de plus de 1 000 euros par mois et de hauts responsables d'agence d'État touchant des dizaines de milliers d'euros par mois, au détriment de l'immense majorité des contribuables ordinaires. De toute évidence, obtenir ces emplois ne requiert pas essentiellement, comme il se devrait, compétence et professionnalisme mais plutôt des relations et du soutien politiques ainsi que du népotisme.

Deuxièmement, le gouvernement, sous la pression de la crise grandissante, des exigences du FMI, des révélations publiées par les médias et de l'opinion publique en colère, a été contraint d'agir et de mettre un terme à ces revenus indécents dans le secteur public. C'était une mesure anti-crise pratique, et aussi une mesure juste.

Troisièmement, tout cela a accéléré le débat autour de la conception et de l'adoption de la « Loi unique sur les salaires des salariés du secteur public », ce qui nous amène à l'élément suivant du plan de relance.

### **La loi unique sur les salaires des salariés du secteur public**

Les bas salaires sont un symptôme d'une crise systémique et endémique. Les bas salaires génèrent les migrations et les problèmes sociaux non seulement dans le pays d'accueil mais aussi à l'étranger. À l'heure actuelle, les autorités reconnaissent officiellement qu'il y a plus de 2 millions d'immigrés roumains dans toute l'Europe, surtout en Italie, en Espagne et en Irlande. Des estimations non confirmées parlent de 3 à 4 millions d'immigrés roumains dispersés à travers le continent et au-delà. La vérité est que la plupart de ces personnes ont quitté leur patrie faute d'emploi décent ou en raison des salaires extrêmement bas.

En Roumanie, il n'y a pas eu de loi unique réglementant les salaires des travailleurs du secteur public depuis 19 ans. La logique derrière cela semble le manque de volonté politique pour créer une société saine dans laquelle la richesse serait répartie de façon harmonieuse, et l'intention délibérée d'approfondir les différences existantes de façon à accroître les frustrations qui pourraient générer des tensions et éventuellement diviser la société en montant une classe sociale contre l'autre. Ce genre de politique est connu depuis des temps immémoriaux ; c'est « diviser pour régner ».

Les différences au sein du secteur public peuvent assez facilement être perçues comme de la discrimination. Lorsqu'un professeur de lycée perçoit 200-280 euros par mois ou un médecin 350-400 euros, et qu'un juge encaisse de 2 000 à 5 000 euros par mois ou un haut fonctionnaire d'État encore plus, il faut se demander qui a décidé d'une telle injustice sociale, et sur quels critères.

Il est clair maintenant que, dans ces circonstances, une augmentation de 50 % des salaires des enseignants n'aurait été qu'un petit pas vers la justice et l'harmonie.



Il est regrettable que les syndicats et les ONG n'aient pas été assez puissants pour mettre cette question sur la table de la classe politique avant la crise et que ce soit le FMI qui l'ait fait.

La « Loi unique sur les salaires du secteur public » devrait être terminée d'ici la fin du mois de juin 2009 et appliquée en 2010, mais l'état réel des négociations entre le ministère du Travail, le ministère des Finances, et les syndicats semble rendre cet objectif irréaliste.

Le 21 avril, la Fédération syndicale de l'éducation (FSLI) a annoncé qu'elle avait été mal informée par le ministère du Travail, ajoutant que les discussions ont été stériles et la nouvelle loi discriminatoire. Même le ministre du Travail a reconnu qu'« il y a des anomalies dans le système ».

Le 26 mai, les dirigeants syndicaux de la Fédération syndicale de l'éducation ont une nouvelle fois critiqué la lenteur avec laquelle la loi était élaborée et la façon dont elle cantonne les enseignants à un niveau bas dans la grille des salaires. Ils ont ajouté que la loi « ne reflète pas la consultation avec les syndicats ».

### **L'application de l'imposition forfaitaire**

Le forfait fiscal signifie que les sociétés paient en impôts un montant fixe selon leurs profits, qu'elles aient une activité ou non. La disposition la plus contestée stipule que les entreprises devraient payer 500 euros par an, même si elles n'ont pas d'activité ou ne font aucun bénéfice. Le raisonnement officiel défendant une telle mesure anticrise impopulaire est la nécessité de financer le budget de l'État et la volonté d'éliminer l'évasion fiscale. Théoriquement cela est juste car beaucoup de patrons douteux ont utilisé des stratagèmes d'évasion fiscale, soit en déclarant que la compagnie n'avait pas d'activité, soit en fermant une société et en transférant son activité à une société nouvellement créée.

Le problème est que, avec cette tentative de justice qui vise également à attraper les gros fraudeurs de l'impôt, ce règlement affectera négativement les petites entreprises qui souffrent d'une réelle réduction de leur activité due aux effets de la crise. Ainsi, les effets négatifs de la régulation semblent l'emporter sur les effets positifs escomptés. Plusieurs milliers de petites entreprises risquent de s'effondrer et au moins 200 000 emplois devraient disparaître dans cette seule année. Cela conduirait à une hausse du coût des services. En outre, les tentatives pour éviter cette imposition injuste pourraient conduire à un développement de l'économie souterraine.

Une simple question doit être posée : qui va payer la crise ? La réalité nous oblige à voir que c'est la majorité des gens – et parmi eux les plus pauvres – qui devront payer la note.

### **L'appel à la solidarité sociale et nationale**

Le gouvernement et le Président ont lancé un appel à la solidarité sociale et nationale afin de surmonter la crise. Aux mots clés « social », « national » et

« solidarité », le terme « responsabilité » a bientôt été ajouté. L'appel s'adressait avant tout aux syndicats pour qu'ils annulent les manifestations prévues et commencent à coopérer avec les dirigeants d'entreprises et les autorités de l'État, ce qu'ils ont fait.

Incroyable mais vrai à la fin du printemps les travailleurs de Dacia-Renault ont été rappelés au travail, après une période où ils risquaient de travailler à mi-temps ou même de perdre leur emploi. Ils font maintenant des heures supplémentaires, même pendant les week-ends, et en sont très heureux. Le miracle est venu d'Allemagne et d'autres pays d'Europe occidentale qui ont lancé des programmes pour le remplacement des véhicules obsolètes et ont incité leurs citoyens à en acheter des nouveaux moins chers. Ceci est un exemple de la façon dont les gouvernements européens néolibéraux et les sociétés transnationales ont, pour l'instant, réussi à coopérer et à faire face à la crise.

Néanmoins, il a été estimé que le nombre de chômeurs Roumains se montera à 800 000 au cours de cette année, sans compter les plus de 2 millions d'immigrés en Italie et en Espagne qui, s'ils retournent chez eux en raison de la crise, feront que ces estimations seront dépassées.

Bien que l'appel à la solidarité nationale et à la responsabilité soit théoriquement souhaitable, il n'est moralement pas juste qu'il ait été lancé par les riches qui sont au pouvoir et ne paient pas la crise.

## **En conclusion**

Les solutions pour une vie meilleure, dans un pays meilleur et un monde meilleur semblent encore plus lointaines si l'on s'attend à ce qu'elles ne proviennent que des partis politiques. Du moins en Roumanie. Nous croyons que les solutions pour construire une société meilleure doivent venir d'abord de la population, des acteurs de la société civile, tels que les mouvements sociaux, les réseaux, les ONG et les syndicats. Cela exige que la société guérisse des blessures du passé, des peurs, des mythes, ainsi que des cicatrices historiques, sociales, politiques et économiques. Cela exige également le développement de la connaissance de soi individuelle et collective. Deux principaux facteurs peuvent y contribuer : l'éducation et la culture.